



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2008

Contexte Général

Sur le plan externe, l'exercice 2007-2008 a été marqué par la hausse fulgurante des prix des produits de base : produits pétroliers et produits alimentaires de première nécessité. Cette hausse a affecté le niveau de vie de la population haïtienne et a provoqué sur le plan interne ce qu'il est convenu d'appeler les « émeutes de la faim » en avril 2008. Ces derniers événements ont occasionné l'interpellation du Premier Ministre et la chute du Gouvernement Alexis. Le remplacement du Premier

Ministre a été un processus laborieux puisque deux Premiers Ministres pressentis ont été rejetés par le Parlement avant la désignation, cinq mois après, de Mme Michèle D. Pierre-Louis comme Première Ministre. De plus, en fin d'exercice, le pays a été également frappé par de violentes catastrophes naturelles (cyclones et inondations) qui ont entraîné des pertes de vie humaine, occasionné des destructions massives d'infrastructures et ravagé sévèrement la production agricole.

Evolution du PIB

Selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), le Produit Intérieur Brut (PIB) réel a enregistré une croissance modeste de l'ordre de 1.3%, inférieure à l'accroissement de près de 1.7% de la population, ce qui contraste avec la hausse significative du PIB nominal de près de 23% due essentiellement à la poussée inflationniste. Durement affecté durant l'été par quatre cyclones, le secteur agricole a enregistré une baisse de sa valeur ajoutée (-5.7%). Le sous-secteur des industries manufacturières a connu également une baisse tandis que le secteur du bâtiment et des travaux publics et celui des services n'ont progressé que modérément.

La demande interne a cru de 2.8%, soit un taux plus élevé que celui du PIB, pour atteindre 26.96 milliards de gourdes de 1986/87. Cette demande, très largement dominée par la consommation, a été de loin supérieure à la production interne (13.70 milliards de gourdes de 86/87), un tel phénomène s'expliquant essentiellement par l'augmentation des transferts totaux reçus de l'extérieur. L'offre globale en terme réel (30.6 milliards de gourdes), soutenue par des importations en hausse, a atteint un montant plus de 2 fois supérieur au PIB.

L'examen des comptes nationaux permet de constater : i) une légère baisse du PIB per capita qui est passé de 1,410 à 1,404 gourdes de 1986/87; ii) une augmentation du revenu total par habitant (demande globale par tête) qui est passé de 3,107 gourdes à 3,144 gourdes de 1986/87 entre 2007 et 2008, soit une croissance de 1.2% grâce à la forte progression des transferts courants; iii) un

accroissement de 1.4% de la consommation par tête qui est passée de 2,245 à 2,277 gourdes de 1986/87 entre 2007 et 2008, ceci reflétant une fois de plus l'importance primordiale des transferts dans l'économie nationale.

Finances Publiques

Les recettes courantes ont atteint 26.67 milliards de gourdes contre 23.66 milliards de gourdes en 2007, soit une hausse de 12.7% des recettes nominales. Les recettes douanières ont constitué un tiers du total. Cette proportion sous estime quelque peu l'importance des importations en matière de recettes fiscales puisque l'essentiel de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) qui est une taxe interne est capté au niveau des douanes. Le ratio fiscal pour l'exercice s'est quelque peu détérioré, chutant à 9.5% du PIB en 2008 contre 10.3% en 2007, témoignant d'un décalage entre l'imposition et l'inflation par suite du ralentissement de la demande. La taxation des produits pétroliers en est un exemple pertinent.

Quant aux dépenses publiques, elles ont accusé une hausse en valeur nominale mais une baisse en valeur réelle. Elles ont atteint le niveau de 30.34 milliards de gourdes, soit une hausse nominale de 6.6%. Exprimées en dollars, les dépenses publiques n'ont augmenté que d'environ 3%. Par contre, exprimées en valeur constante de 2007, les dépenses publiques ont évolué à la baisse. Les traitements et salaires ont augmenté de 45.5% tandis que les autres dépenses de fonctionnement ont reculé de 21.1%. Les autres rubriques de dépenses n'ont pas connu de changements significatifs.

L'exercice 2008 a dégagé un surplus budgétaire apparent dans la mesure où cet excédent résulte de l'accumulation des fonds « Péto-Caribe » (environ 1.1 milliard de gourdes) gardés en dépôt dans une banque commerciale d'Etat jusqu'à quasiment le dernier mois de l'exercice fiscal quand une partie des fonds a été transférée à la Banque de la République d'Haïti (BRH) en vue de la réalisation du Programme d'Urgence décidé suite aux dégâts causés par les catastrophes naturelles ayant frappé le pays. Rappelons que les fonds « Péto-Caribe » constituent une dette à terme et doivent être remboursés.

Situation Monétaire et Crédit

La Banque Centrale a poursuivi en 2008 sa politique de baisse des taux d'intérêt sur les bons BRH commencée un peu plus d'une année auparavant, suite à la tendance à l'appréciation de la gourde observée en 2006/07. Les taux d'intérêt actuariels sur les bons à 91 jours qui étaient de 17.8% en septembre 2006, ont été réduits à 8.7% au début de septembre 2007 et à 4% en mars 2008 avant de remonter à 8% à partir d'avril 2008, taux toujours en vigueur en septembre 2008. Ces taux ont été largement inférieurs au taux d'inflation en glissement annuel qui a atteint 19.8% en septembre 2008.

L'encours des bons BRH a légèrement progressé passant de 9,013 millions de gourdes en septembre 2007 à 9,601 millions en septembre 2008. La valeur des bons détenus par les banques commerciales en septembre 2008 représentait 38% des dépôts d'épargne et à terme, taux égal à celui de septembre 2007 et 26% du total de tous les dépôts en gourdes contre 27% en septembre 2007. Pour maintenir la stabilité de la gourde, la Banque

Centrale a appliqué une politique monétaire axée plus sur le contrôle des liquidités bancaires que sur les taux d'intérêt, stérilisant un peu plus des deux tiers des dépôts en gourdes du système en utilisant une combinaison de deux outils : les réserves obligatoires non rémunérées et les bons BRH.

Suite à la politique de baisse de taux appliquée par la BRH, les banques commerciales ont réduit les taux moyens sur les prêts en gourdes de 33% en septembre 2007 à 22% en mars 2008, puis à 23% en septembre 2008. Quant aux taux d'intérêt affichés sur les dépôts à terme en gourdes, les banques commerciales les ont fortement diminués sur la même période, les faisant passer de 4.5% en moyenne en septembre 2007 à 2.75% en septembre 2008. La rémunération des dépôts d'épargne en gourde est demeurée très faible, évoluant à la baisse et en sens contraire à l'indice des prix à la consommation.

Les taux exigés par les banques commerciales sur les prêts en dollar sont restés relativement stables (11% à 13%) sur l'année tandis que les taux offerts par elles sur les dépôts à terme en dollar ont été progressivement abaissés, passant d'environ 3.25% en moyenne en septembre 2007 à 1.5% en septembre 2008, épousant la tendance déclinante des taux sur le marché américain.

Compte tenu de la relative stabilité du taux de change et du resserrement du différentiel d'intérêt entre les prêts en dollar et les prêts en gourde, les emprunteurs se sont orientés vers les prêts en dollar qui sont demeurés plus attractifs. De même, avec l'amenuisement du différentiel de taux entre les dépôts en gourde et les dépôts en dollar, les épargnants ont eu tendance à délaisser les dépôts en monnaie locale au profit des dépôts en dollar.

Le crédit intérieur net est passé de 48.3 à 50.0 milliards de gourdes entre septembre 2007 et septembre 2008 soit un accroissement de 3.5%, c'est-à-dire une augmentation relativement faible au regard du taux d'inflation. Cette situation reflète l'évolution contrastée du crédit. Le crédit au secteur public qui représentait 38% de l'encours total en 2007 a chuté à 25% de l'encours total en 2008 soit une régression de 32% alors que le crédit au secteur privé a cru de 25.2% durant la même période. La structure du crédit au secteur privé a continué de se modifier en faveur des crédits en dollar qui constituent plus des deux tiers du total du crédit au secteur privé.

La masse monétaire totale (M3) a cru de 17.6%, taux inférieur au taux d'inflation annuel. De toutes les composantes de la masse monétaire, seuls les dépôts à vue ont progressé plus vite que l'inflation. Les dépôts à terme en gourdes ont régressé de 8.4.5%, reflétant le peu d'engouement des déposants pour les faibles taux d'intérêt nominaux offerts. Par contre, il a été enregistré un accroissement significatif des dépôts dollar sur l'année (+24.6%). Les dépôts à vue ont enregistré la plus forte croissance (+40.6%), ce qui s'explique essentiellement par l'accumulation de dépôts en dollar dans les comptes du programme « pétro-caribe ». Les dépôts d'épargne dollar ont également enregistré une forte croissance (+30.3%) tandis que les dépôts à terme dollar enregistraient une croissance très modérée (+5.2%). Compte tenu de la légère dépréciation de la gourde, le taux de croissance des dépôts à terme dollar a été encore plus faible, soit moins de 3%. Les dépôts dollar ont représenté 53% des dépôts totaux en septembre 2008, témoignant de la dollarisation de l'économie haïtienne.

Inflation et change

Au mois de septembre 2008, l'inflation sur l'année a été en moyenne de 14.3% et en glissement annuel de 19.8%. Cette inflation est attribuable surtout à la hausse des prix des produits pétroliers et des produits alimentaires sur le marché international. Les variables monétaires y ont joué un rôle quasi-nul, la masse monétaire M1 ayant progressé moins vite que le taux d'inflation. En effet, le prix spot moyen du baril de pétrole qui était de 64.3 dollars en 2006 et de 71.1 dollars en 2007, devait atteindre 121.1 dollars au troisième trimestre de l'année fiscale 2008 et 115.5 dollars au quatrième trimestre. Le prix d'une tonne de blé passait de \$US 152 en 2005 à \$US 255 en 2007 et à une moyenne de \$US 355 durant l'année fiscale 2008. Le prix d'une tonne de riz sur le marché international passait de \$US 332 en 2007 à \$US 516 au second trimestre fiscal, puis à \$US 953 au troisième trimestre.

La dépréciation de la gourde par rapport au dollar a été lente mais continue tout au long de l'année fiscale. Il en est résulté une dépréciation de 10.9% en glissement annuel de septembre 2007 à septembre 2008. Toutefois, calculé en variation de la moyenne annuelle du taux de change, la dépréciation n'a été que de 2.3% entre les deux années. Dans l'ensemble, vu l'ampleur de la hausse des prix sur le marché international, il est permis d'avancer que l'impact de la dépréciation sur l'inflation, quoique non nul, a été secondaire pour ne pas dire négligeable.

Balance des Paiements

Le déficit du compte courant de la balance des paiements est passé de 28.5 millions de dollars en 2006/07 à 343.6 millions en 2007/08. Ce résultat provient essentiellement de l'excédent des importations sur les exportations qui est passé de 1 à 1.6 milliard de dollars US entre 2006/07 et 2007/08, sous l'effet de la flambée des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché international. Les exportations brutes de marchandises ont régressé de 6% au cours de l'exercice (US\$ 490 millions en 2008 contre US\$ 522 millions en 2007) tandis que les importations ont explosé, augmentant de 30.2% (US\$ 2,107 millions en 2008 versus 1,618 millions en 2007). La forte hausse du déficit du compte courant s'est produite en dépit d'une réduction du déficit du compte des services et de l'augmentation significative des transferts totaux (1.60 milliards de dollars en 2006/07 contre 1.79 milliards en 2007/08). En effet, les transferts publics ont connu une substantielle augmentation passant de 379 à 427 millions de dollars, de même les transferts privés nets ont sensiblement augmenté passant de 1.13 milliard à 1.25 milliard de dollars entre les deux exercices, soit un accroissement de près de 127 millions de dollars (+ 11.3%).

Malgré l'impact négatif du commerce international, la balance globale des paiements a enregistré une accumulation de réserves de change de 100 millions de dollars. Ce résultat quelque peu paradoxal au regard des principales rubriques de la balance des paiements d'Haïti est la conséquence de l'augmentation des prêts octroyés au pays (US\$ 72 millions en 2006/07 versus US\$ 349 millions en 2007/08), ce qui a entraîné un solde positif du compte des

opérations financières (+300.5 millions de dollars), et a ramené le solde global à zéro compte non tenu des erreurs et omissions. Ces dernières, d'un montant plutôt élevé (143.2 millions de dollars), expliquent l'accumulation de réserves mentionnée plus haut. Il est permis de supposer qu'une partie non négligeable de cette rubrique est constituée de transferts privés non enregistrés officiellement.

Les termes de l'échange – rapport entre les prix unitaires à l'exportation et les prix unitaires à l'importation- ont continué de se détériorer pour Haïti en 2008. Après une dégradation de près de 3.8% en 2006 et de 2.8% en 2007, les termes de l'échange ont connu une chute sévère de près de 23% en 2008, ce qui a produit un effet négatif sur le PIB. Si l'on ajoute la baisse en volume et en valeur des exportations, la capacité d'importation due aux exportations s'est fortement dégradée. Dans l'ensemble, les conditions du commerce international se sont révélées particulièrement défavorables pour l'économie haïtienne. Ceci s'explique aisément lorsqu'on sait que les produits alimentaires de base, l'huile comestible et les produits pétroliers représentent près de 61% de la valeur totale des importations et que leurs prix ont enregistré une hausse d'importance qui a obligé le Gouvernement à subventionner la consommation de riz au second semestre de l'année fiscale et à renoncer à la collecte de taxes sur les produits pétroliers durant une grande partie de l'année.

Le taux de change effectif réel de la gourde s'est apprécié en 2008, l'augmentation des prix ayant été nettement supérieure en Haïti à celle enregistrée chez ses partenaires commerciaux. La compétitivité du pays a été donc affectée. Toutefois, les salaires

de base effectivement payés n'ayant pas beaucoup augmenté, la compétitivité d'Haïti sur base salaire (rapport salaires haïtiens/salaires partenaires économiques), a contrecarré l'effet taux de change, en affectant cependant le pouvoir d'achat de larges catégories de salariés et de travailleurs individuels. Il n'est toutefois pas facile de mesurer l'impact du taux de change réel sur le secteur de la sous-traitance, largement majoritaire dans les exportations à cause d'autres facteurs qui ont influencé son comportement. Par ailleurs, le taux de protection nominale du marché national mesuré par le rapport entre les recettes douanières et la valeur des importations a continué de chuter. En effet, ce ratio qui était de 7.2% en 2000, de 6.1% en 2003 est tombé à 5% en 2007/08.

Impact sur la UNIBANK et Perspectives

La UNIBANK, malgré le contexte économique difficile, a enregistré d'excellents résultats pour l'exercice 2008, comme en témoigne le revenu net pour la période qui se situe à un niveau record : 512.9 MG. Les facteurs qui expliquent ce paradoxe, s'énumèrent comme suit : forte dynamique interne de croissance, sélection judicieuse des opérations de crédit ; écart suffisant entre les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs ; bonne diversification des sources de revenus ; maintien du niveau des transferts transfrontaliers vers le pays ; augmentation des prêts à l'économie haïtienne.

Concernant les perspectives pour l'exercice 2009, la crise financière internationale qui sévit actuellement, si elle devait se poursuivre, pourrait compromettre davantage la croissance du pays et réduire les opportunités d'affaires. La UNIBANK, devra donc dans ce nouveau contexte, faire montre d'une gestion prudente, prospective et proactive pour éviter les écueils et maintenir sa trajectoire ascendante.